

Unité départementale de la Moselle
4 rue François de Guise
CS 50551
57009 Metz Cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 2 novembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/09/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Ortec Générale de Dépollution (OGD)

Rue du port
57525 Talange

Références :
Code AIOT : 0006201477

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/09/2022 dans l'établissement Ortec Générale de Dépollution (OGD) implanté Rue du port 57525 Talange. L'inspection a été annoncée le 22/07/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contrôle est réalisé dans le cadre d'une action collective 2022 sur la fiabilité et la performance des centres de tri-transit-regroupement (TTR) de déchets.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Ortec Générale de dépollution (OGD)
- Rue du port 57525 Talange
- Code AIOT : 0006209883
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : oui

La société Ortec Générale de Dépollution (OGD) exploite une installation de traitement biologique de déchets et de valorisation de terres polluées ainsi qu'une installation de transit, regroupement ou tri de déchets sous couvert de l'arrêté préfectoral n°2018-DCAT/BEPE-149 du 13 juillet 2018.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- traçabilité des déchets
- acceptabilité des déchets
- moyens d'extinction
- confinement des eaux d'extinction.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Traçabilité des déchets entrants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Traçabilité des déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 7	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Moyens d'extinction	Arrêté Préfectoral du 13/07/2018, article 7.2.2	/	Sans objet
2	Rétention des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 13/07/2018, articles 7.4.1, points III et IV (partiel)	/	Sans objet
3	Maintenance des équipements	Arrêté Préfectoral du 13/07/2018, article 7.5.3	/	Sans objet
4	Déchets admissibles	Arrêté Préfectoral du 13/07/2018, article 8.1.1 (partiel)	/	Sans objet
5	Information préalable	Arrêté Préfectoral du 13/07/2018, article 8.1.3	/	Sans objet
6	Certificat d'acceptation préalable	Arrêté Préfectoral du 13/07/2018, article 8.1.4	/	Sans objet
7	Critères d'acceptation des terres en traitement	Arrêté Préfectoral du 13/07/2018, article 8.1.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate que les registres des déchets entrants/sortants ne précisent pas le numéro des parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments, lorsque ces déchets sont classés non dangereux : l'inspection demande à l'exploitant de justifier, sous un mois à compter de la date du présent rapport, de l'ajout des références cadastrales dans ses registres entrées et sorties, pour les déchets non dangereux.

L'inspection n'a pas d'observation sur les autres prescriptions contrôlées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2018, article 7.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none">- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1 ;- d'un poteau d'incendie normalisé, d'un débit de 60 m³/h, à l'entrée du site de la zone industrielle du port (ZIP), près du pont bascule ;- à proximité du site, d'une aire d'aspiration de l'eau de la darse, libre et accessible aux engins, aménagée et équipée :<ul style="list-style-type: none">o d'une plateforme de mise en station des engins (8 m x 4 m par véhicule poids lourds) ;o d'une pente de 2% pour évacuer les eaux de ruissellement ;o d'une bordure fixe permettant le calage des engins ;o d'une voie d'accès d'une largeur de 3 mètres minimum ;o d'une signalisation réglementaire.
Constats : Vu : <ul style="list-style-type: none">• les moyens permettant d'alerter les services d'incendie et de secours (ligne fixe/mobile) ;• le plan d'intervention, présentant les éléments prescrits, affiché sur le local bureau à l'entrée du site ;• le poteau incendie situé en face du site, délivrant un débit de 74 m³/h ;• l'aire d'aspiration située à environ 70 mètres du site, aménagée suivant les prescriptions ;• la présence de 4 extincteurs . Sans observation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Rétention des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2018, articles 7.4.1, points III et IV (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : III. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Les aires de chargement et de déchargement routier sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles. L'intégrité du revêtement est vérifiée avant la mise en service et annuellement. IV. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que ceux-ci soient récupérés ou traités afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. [...]
Constats : Vu : <ul style="list-style-type: none">• les revêtements étanches des aires de stockage et de circulation ;• la présence d'un bassin de rétention, d'un volume de 720 m³, recueillant les eaux pluviales et d'extinction d'incendie ;

<ul style="list-style-type: none"> le rejet ou traitement en filière autorisée des eaux pluviales après analyse, par bache, de manière à justifier un volume disponible de 488 m³ en cas de sinistre ; la pompe d'évacuation des eaux du bassin de rétention vers la darse (milieu récepteur Moselle), en position fermée par défaut.
Sans observation
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Maintenance des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2018, article 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.
Constats : Vu : <ul style="list-style-type: none"> les rapports n°37810 de 2021 et n° 49562 de 2022 de la société SCUTUM Incendie, pour le contrôle et la maintenance des extincteurs ; le rapport du 08/12/2020 de la société FAST Détection, pour la maintenance du poteau incendie ; le rapport 2249093-2-1 du 07/04/2022 (vérification des installations électriques et certificat Q18) délivré par la société APAVE.
Sans observation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Déchets admissibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2018, article 8.1.1 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les déchets autorisés sur le site sont exclusivement des terres et des sédiments pollués ainsi que des déchets considérés comme amendement. Ils relèvent des rubriques visées à l'annexe II du décret n°2002-540 du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets listées ci-dessous et qui répondent aux critères d'acceptation définis à l'article 8.1.5. Les déchets admis en transit et en traitement sur le site sont les suivants : <ul style="list-style-type: none"> - 01 05 05* – Boues et autres déchets de forage contenant des hydrocarbures, - 13 05 01* – Déchets solides provenant de dessableurs et de séparateurs eau/hydrocarbures, - 13 05 02* – Boues provenant de séparateurs eau/hydrocarbures, - 13 05 03* – Boues provenant des déshuileurs, - 13 05 08* – Mélanges de déchets provenant de dessableurs et de séparateurs eau/hydrocarbures, - 17 01 06* – Mélanges ou fractions séparées de béton, briques, tuiles et céramiques contenant des substances dangereuses, - 17 01 07 – Mélanges de béton, briques, tuiles et céramiques autres que ceux visés à la rubrique 17 01 06, - 17 05 03* – Terres et cailloux contenant des substances dangereuses, - 17 05 04 – Terres et cailloux (y compris déblais provenant de sites contaminés) autres que ceux visés à la rubrique 17 05 03*, - 17 05 05* – Boues de dragage contenant des substances dangereuses,

<ul style="list-style-type: none"> - 17 05 06 – Boues de dragage autres que celles visées à la rubrique 17 05 05*, - 17 05 07* – Ballast de voie contenant des substances dangereuses, - 17 05 08 – Ballast de voie autre que celui visé à la rubrique 17 05 07*, - 17 09 03* autres déchets de construction et de démolition (y compris en mélange) contenant des substances dangereuses, - 17 09 04 déchets de construction et de démolition en mélange autres que ceux visés aux rubriques 17 09 01, 17 09 02 et 17 09 03, - 19 08 02 – Déchets de dessablage, - 19 13 01* – Déchets solides provenant de la décontamination des sols et des eaux souterraines contenant des substances dangereuses, - 19 13 02 – Déchets solides provenant de la décontamination des sols et des eaux souterraines autres que ceux visés à la rubrique 19 13 01*, - 19 13 03* – Boues provenant de la décontamination des sols contenant des substances dangereuses, - 19 13 04 – Boues provenant de la décontamination des sols autres que celles visées à la rubrique 19 13 03, - 19 13 05* – Boues provenant de la décontamination des eaux souterraines contenant des substances dangereuses, - 19 13 06 – Boues provenant de la décontamination des eaux souterraines autres que celles visées à la rubrique 19 13 03, - 20 03 06 – Déchets provenant du nettoyage des égouts (réseaux et ouvrages de gestion des eaux pluviales, bassins routiers, etc.). <p>Les déchets suivants sont uniquement admis en transit sur le site :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 17 03 01* – Mélanges bitumeux contenant du goudron, - 17 03 02 – Mélanges bitumineux. <p>Les déchets considérés comme amendement admis sur le site sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 02 01 03 – Déchets de tissus végétaux provenant de l'agriculture, de l'horticulture, de la sylviculture, - 02 01 06 – Fumier provenant de l'agriculture, - 02 04 01 – Terre provenant du lavage et du nettoyage des betteraves, - 03 01 01 – Déchets d'écorce et de liège, - 03 01 05 – Sciure de bois, copeaux, chutes, bois, panneaux de particules et placages autres que ceux visés à la rubrique 03 01 04, - 03 03 01 – Déchets d'écorce et de bois provenant de la production et de la transformation de papier, carton et de pâtes à papier, - 19 05 03 – Compost déclassé, - 19 06 04 – Digestats provenant du traitement anaérobie des déchets municipaux, - 19 06 06 – Digestats provenant du traitement anaérobie des déchets animaux et végétaux, - 19 12 07 – Bois autres que ceux visés à la rubrique 19 12 06, - 20 02 01 – Déchets biodégradables provenant de jardins et de parcs.
<p>Constats : Vu le registre des déchets entrants pour le mois d'août 2022 (contrôle par sondage) : sans observation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 5 : Information préalable

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2018, article 8.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Avant d'admettre un lot de terres polluées dans son installation, l'exploitant doit obtenir auprès du producteur des déchets une information préalable sur la nature des déchets, en vue de vérifier son acceptabilité. Chaque lot de terres polluées est identifié par une fiche d'identification du déchet, dûment renseignée par le producteur du déchet. L'examen de la fiche d'identification du déchet permet à l'exploitant de déterminer le mode de prise en charge à appliquer au lot de terres polluées et de remettre au producteur un certificat d'acceptation préalable. Les informations à fournir par le producteur sont : <ul style="list-style-type: none">- provenance et notamment l'identité et adresse exacte du détenteur des déchets ;- quantité estimée du lot de terres à traiter ;- éventuels traitements préalables déjà subis ;- caractéristiques physiques des déchets (odeur, couleur, apparence physique) ;- résultats de l'analyse des déchets sur l'ensemble des paramètres définis à l'article 8.1.5 ;- code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement ;- modalités de la collecte et de la livraison ;- au besoin, précautions complémentaires à prendre au niveau de l'installation. En outre, l'exploitant doit faire certifier par le détenteur des terres, l'absence de radioactivité des terres reçues. Si après examen des renseignements ci-dessus, l'exploitant les estime insuffisants pour prononcer l'admission, il doit procéder lui-même ou faire procéder par le producteur à toutes les investigations nécessaires, y compris en cas de besoin en faisant analyser lui-même les échantillons qu'il aura réclamés au producteur. L'ensemble de ces informations préalables doit être consigné dans un document spécifique tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.
Constats : Vu les fiches d'identification des déchets (FID) (contrôle par sondage) : <ul style="list-style-type: none">• délivré à l'entreprise LAMESH le 17/06/2022 sur la base du rapport d'analyse n° 404668 du 13/06/2022 ;• délivré à l'entreprise PRESTINI TP le 26/07/2022 sur la base du rapport d'analyse n° 22/658 du 28/06/2022 . Sans observation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Certificat d'acceptation préalable

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2018, article 8.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant doit s'assurer que les caractéristiques physico-chimiques des terres polluées sont conformes aux critères d'acceptation du site définis à l'article 8.1.5, avant leur admission dans l'installation.</p> <p>Si les terres polluées sont conformes, il notifie par écrit au producteur des déchets son accord pour l'admission en lui délivrant un certificat d'acceptation préalable visé par le chef de centre indiquant notamment le numéro d'identification du déchet.</p> <p>Le certificat d'acceptation préalable consigne les informations contenues dans la fiche d'identification du déchet.</p> <p>Le certification d'acceptation préalable a une durée de vie d'un an et doit être conservé au moins deux ans après sa délivrance par l'exploitant. Tous les certificats d'acceptation préalable délivrés sur le site sont consignés dans un registre chronologique détaillé qui est tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant tient à jour et à la disposition de l'Inspection des installations classées le recueil des informations préalables qui lui ont été adressées et précise dans ce recueil, le cas échéant, les raisons pour lesquelles il a refusé l'admission d'un déchet.</p>
<p>Constats : Vu les certificats d'acceptations préalables (contrôle par sondage) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 2022 T22 010 I, délivré à la société LAMESCH, valide du 20/06/2022 au 20/06/2023 ; • 2022 T22 138 A, délivré à la société PRESTINI TP, valide du 26/07/2022 au 26/07/2023 ; <p>Sans observation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Critères d'acceptation des terres en traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2018, article 8.1.5

Thème(s) : Risques accidentels, déchets

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Pour être admises en traitement dans l’installation, les terres polluées doivent respecter les concentrations maximales de polluants suivants (exprimées sur la matière brute).

Polluants pouvant être traités dans les installations	Valeurs limites sur le brut en mg/kg de déchet sec
Hydrocarbures totaux	
Indice hydrocarbure (C5-C10)	100 000
Indice hydrocarbure (C10-C40)	
Hydrocarbures halogénés adsorbables sur charbons actifs	5 000
HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques) - Somme des 16 HAP	5 000
BTEX	100 000
Somme des PCB (7 congénères)	50
Pesticides organochlorés	20

Les terres en traitement sur le site doivent également respecter les concentrations en polluants lixiviables suivants :

Paramètres	Valeurs limites pour le test de lixiviation en mg/kg de matière sèche
Arsenic	2
Baryum	100
Cadmium	1
Chrome total	10
Cuivre	50
Mercuré	0.2
Molybdène	10
Nickel	10
Plomb	10
Antimoine	0.7
Sélénium	0.5
Zinc	50
Chlorures	15 000
Fluorures	150
Sulfate	20 000
Indice phénols	50
COT sur éluat	800
Fraction Soluble	60 000

Constats :

Vu les procédures de l'exploitant et les rapports d'analyse (contrôle par sondage) :

- du 06/09/2022 (lot 22E182738 - échantillon 22 010I lot 5 P) et du 07/09/2022 (lot 22E182738- échantillon 22 010I lot 5 C) de la société EUROFINS (terres et cailloux apportés par l'entreprise LAMESCH),
- du 05/08/2022 de la société AGROLAB échantillon 22 138 A (enrobés apportées par la société PRESTINI TP),

dont les paramètres contrôlés et les résultats sont conformes aux prescriptions et cohérents avec les FID correspondantes.

Sans observation.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Traçabilité des déchets entrants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021 (registres déchets), article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les personnes effectuant un transit, un regroupement ou un traitement de terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet, y compris les personnes les valorisant, notamment en remblayage, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants.</p> <p>Le registre des terres excavées et sédiments entrants contient au moins, pour chaque lot entrant,</p>

les informations suivantes :

a) Concernant la date d'entrée dans l'installation :

- la date de réception ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle des terres excavées et sédiments ;
- les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou lorsque ces données sont disponibles ;
- lorsque les terres excavées et sédiments ont le statut de déchet, le code déchet au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit de déchets POP au sens de la définition de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement ;
- la quantité de terres excavées et sédiments en tonne ou en m³ ;

c) Concernant l'origine et le transport des terres excavées et sédiments :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial des terres excavées et sédiments ;
- la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production ;
- l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6 ;
- la raison sociale et le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des terres excavées et sédiments ;
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, et s'il y a lieu, leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, et leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si les terres excavées ou les sédiments sont gérés par un courtier ou un négociant ;

d) Concernant l'opération de traitement :

- le code du traitement qui va être opéré selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets. Lorsque les terres excavées et sédiments n'ont pas le statut de déchet, est choisi le code de traitement le plus approprié au vu de l'utilisation qui sera faite des terres excavées et sédiments ;
- lorsque les terres excavées et sédiments sont valorisés en remblayage, notamment dans le cadre d'un projet d'aménagement ou en lien avec des infrastructures linéaires de transport, ou dans le cadre d'une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime, les parcelles cadastrales de destination avec leur identification, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de valorisation ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Article connexe contrôlé

Art. R. 541-45.-I. du code de l'environnement (partiel)

Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".

« Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un

tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.
[...]

Constats :

Vu les données disponibles dans les dossiers numériques de l'exploitant, qu'il est possible d'exporter sous forme de registre des déchets entrants (contrôle par sondage pour le mois d'août 2022), et les bordereaux de suivi des déchets dangereux saisis sur l'application Trackdéchets (contrôle par sondage sur le bordereau 20220722-FY4Y6JEAA) : l'inspection constate que les données du registre sont celles prescrites, hormis le numéro des parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments, lorsque ces déchets sont classés non dangereux.

L'exploitant déclare méconnaître cette obligation pour les déchets non dangereux et est prêt à se conformer à cette obligation.

Observation :

Compte tenu des données déjà disponibles et de l'engagement de l'exploitant, l'inspection ne propose pas de suite administrative à ce stade.

L'inspection demande à l'exploitant de justifier, sous un mois, de l'ajout des références cadastrales pour les déchets non dangereux au registre des déchets entrants.

Type de suites proposées : Susceptible de suite

Proposition de suites : Néant à ce stade

N° 9 : Traçabilité des déchets sortants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021 (registres déchets), article 7

Thème(s) : Risques accidentels, Déchets

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée

Les personnes produisant ou expédiant des terres excavées et sédiments tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments sortants.

Le registre contient au moins, pour chaque lot, les informations suivantes :

a) Concernant la date de sortie :

- la date de l'expédition des terres excavées et sédiments ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle des terres excavées et sédiments ;

- les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou lorsque ces données sont disponibles ;

- lorsque les terres excavées et sédiments ont le statut de déchet, le code déchet au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;

- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;

- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;

- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement ;

- la quantité de terres excavées et sédiments en tonne ou en m³ ;

c) Concernant l'origine et le transport des terres excavées et sédiments :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial des terres excavées et sédiments ;

- la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique

<p>de production ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6 ; - le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, et leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si les terres excavées ou les sédiments sont gérés par un courtier ou un négociant ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge les terres excavées et sédiments, et, s'il y a lieu, leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; <p>d) Concernant la destination des terres excavées et sédiments :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de la personne vers laquelle les terres excavées et sédiments sont expédiés ; - l'adresse de destination lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - lorsque les terres excavées et sédiments sont valorisés en remblayage, notamment dans le cadre d'un projet d'aménagement ou en lien avec des infrastructures linéaires de transport, ou dans le cadre d'une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime, les parcelles cadastrales de destination avec leur identification, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de valorisation ; - le code du traitement qui va être opéré par la personne vers laquelle les terres excavées et sédiments sont expédiés, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets. Lorsque les terres excavées et sédiments n'ont pas le statut de déchets, est choisi le code de traitement le plus approprié au vu de l'utilisation qui sera faite des terres excavées et sédiments ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée. <p>Constats :</p> <p>Vu les données disponibles dans les dossiers numériques de l'exploitant, qu'il est possible d'exporter sous forme de registre des déchets sortants (contrôle par sondage pour le mois d'août 2022) : l'inspection constate que les données du registre sont celles prescrites, hormis le numéro des parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments, lorsque ces déchets sont classés non dangereux.</p> <p>L'exploitant déclare méconnaître cette obligation pour les déchets non dangereux et est prêt à se conformer à cette obligation.</p> <p>Observation :</p> <p>Compte tenu des données déjà disponibles et de l'engagement de l'exploitant, l'inspection ne propose pas de suite administrative à ce stade.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de justifier, sous un mois, de l'ajout des références cadastrales pour les déchets non dangereux au registre des déchets sortants.</p> <p>Type de suites proposées : Susceptible de suite</p> <p>Proposition de suites : Néant à ce stade</p>
--